

La politique étrangère du Royaume-Uni

La communauté de vues du Canada et du Royaume-Uni sur de nombreuses questions internationales fait de ce pays l'un des principaux partenaires du Canada. Les priorités actuelles du gouvernement britannique en politique étrangère sont centrées sur le travail entrepris durant son récent mandat à la présidence de la CE.

Dans cette optique, il s'occupe activement de la conclusion de l'accord du GATT, continue le travail sur le marché unique, et sur la ratification du Traité de Maastricht par le Danemark et par son propre Parlement. La Grande-Bretagne s'est beaucoup dépensée pour l'élargissement de la CE et elle est intervenue avec succès pour le compte de divers candidats.

Le Royaume-Uni s'affiche de plus en plus sur la scène européenne, comme en témoigne la déclaration anglo-allemande de novembre 1992 sur la coopération entre les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et de Grande-Bretagne.

Le Royaume-Uni milite pour que l'Europe contribue davantage à sa propre sécurité et pour que cette contribution s'exerce de façon plus cohérente. On estime généralement que, sans pour autant négliger leur participation et leur collaboration au sein de l'OTAN, de l'ONU et de la CSCE ainsi que l'importance des rapports transatlantiques, les Européens doivent maintenant contribuer davantage à leur propre défense et à la sécurité de leur territoire.

Une autre des priorités de la politique étrangère britannique est d'assurer la mise en place de réformes politiques et économiques en Europe centrale et en Europe de l'Est. Dans ce dossier, le Royaume-Uni

agit tant dans le cadre de la CE, surtout lorsqu'il est question d'un meilleur accès au marché communautaire, qu'au sein du G-7, où il porte son attention surtout sur l'aide financière et économique.

En ce qui a trait à l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni estime que la Déclaration transatlantique contribuera de façon importante à encourager et à améliorer les liens universitaires, commerciaux et privés et à leur permettre de durer.

Le renforcement des liens traditionnels avec les pays du Commonwealth constitue également une priorité pour le gouvernement britannique. Il cherche à encourager le Secrétariat de l'organisation à promouvoir la saine gestion des affaires publiques, la protection de l'environnement, les droits de la personne et la coopération juridique, — ce qui correspond tout à fait aux objectifs du Canada.

À titre de membre de la CE, le Royaume-Uni est bien placé pour y promouvoir l'aide communautaire aux pays du Commonwealth en Afrique, dans les Antilles et dans le Pacifique, particulièrement sur les plans commercial et monétaire. Il a trouvé les récents efforts de réforme du gouvernement sud-africain encourageants; ceux-ci pourraient d'ailleurs amener la communauté internationale à lever ses dernières sanctions économiques.

En Asie, le gouvernement britannique suit de près la mise en place d'un cadre constitutionnel qui assurerait la démocratie et la viabilité de Hong Kong après sa rétrocession à la Chine en 1997.